

*Questions orales*

population de cette région, et c'est le gouvernement du Canada qui prendra la décision à même ses propres fonds d'affecter cet argent pour le bénéfice de la région, et mon collègue le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources étudie activement ce dossier présentement. Nous avons déjà alloué près de dix millions de dollars de ce fonds il y a quelques mois, et mon collègue a l'intention de procéder rapidement à l'utilisation additionnelle de ce fonds durant les prochains mois. Ceci peut se faire en consultation, ce n'est pas interdit, mais ce qui est clair, c'est que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le gouvernement du Canada prendront la décision quant à l'attribution de ces fonds.

\* \* \*

[Traduction]

**L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**

## LES PROGRAMMES ET LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT

**M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest):** Madame le Président, ma question s'adresse à notre nouvelle supervedette en puissance, le ministre d'État chargé du développement économique. Notre secteur-clé, dans le domaine des exportations, l'industrie forestière, ne tourne plus qu'aux deux tiers de sa capacité et il compte plus de 30 p. 100 de chômeurs. Étant donné que le gouvernement a reconnu lui-même que son programme de lutte contre le chômage qui n'a créé que 15 p. 100 des 10,000 emplois promis était un échec, quels nouveaux programmes le ministre et le gouvernement ont-ils prévus pour aider les travailleurs forestiers à passer l'hiver? Quelles nouvelles politiques le ministre propose-t-il pour assurer des emplois et du travail pour le printemps prochain afin que cette industrie puisse faire face aux pénuries de bois qui existe au Canada et satisfaire aux besoins dus à l'expansion des marchés?

**L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie):** Madame le Président, les députés peuvent être assurés, dans le cadre des nouvelles responsabilités que j'assume, que tous les ministères concernés suivent de près la situation dans toutes les régions du pays—et le député a surtout parlé de la sienne, c'est-à-dire les ministères susceptibles de participer au développement économique de ces dernières, de concert avec le Comité du développement économique régional dont je suis le président. Quant aux programmes prévus, ils seront annoncés au fur et à mesure comme d'habitude par les ministres qui en assument la responsabilité.

\* \* \*

**L'AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER**

## ON DEMANDE UNE ENQUÊTE SUR LA VENTE DE LA SOCIÉTÉ CROWN ZELLERBACH

**M. Ray Skelly (Comox-Powell River):** Madame le Président, ma question s'adresse au nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce. La société forestière Crown Zellerbach, la

deuxième en importance au Canada, est sur le point d'être vendue. C'est la troisième grande filiale forestière à être abandonnée par la société américaine qui la contrôle. Loin de présenter une reprise, cette liquidation d'entreprises américaines en sol canadien me semble annoncer l'effondrement de notre secteur forestier. Le ministre voudrait-il faire enquête sur cette diminution des moyens de commercialisation internationale pour les produits canadiens de la forêt et accepterait-il, par ailleurs, d'intervenir, par l'intermédiaire de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, afin de savoir si les Canadiens retireront quelque avantage de la vente de Crown Zellerbach?

**L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, je n'ai appris que ce matin la nouvelle de cette vente. Nous savons tous que tout acquéreur étranger doit d'abord être agréé par l'Agence d'examen. J'aborderai cette question avec les fonctionnaires de l'Agence dans les prochains jours.

Pour ce qui est de trouver des débouchés internationaux pour les produits de notre secteur forestier, je dois dire que le gouvernement a accompli des progrès considérables ces dernières années. Mon collègue, le nouveau ministre d'État chargé du Commerce international, et moi-même collaborerons très étroitement afin d'ouvrir les marchés internationaux aux produits forestiers du Canada.

\* \* \*

**QUESTIONS OUVRIÈRES**

## LE DÉBROYAGE SUR LA CÔTE OUEST—LA POSITION DU MINISTRE

**M. Charles Mayer (Portage-Marquette):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail et a trait au débrayage sur la côte ouest qui paralyse les exportations de céréales, de soufre, de potasse et de charbon canadiens. Le ministre sait sans doute, que, à l'heure actuelle, en plus des emplois ainsi perdus dans les zones portuaires, des milliers d'autres Canadiens se trouvent à être sans emploi. Ce débrayage se produit hélas à une époque où le chômage est plus aigu que jamais. Tout d'abord, le ministre croit-il vraiment que le conflit qui oppose les dockers et la direction justifie le tort causé à l'ensemble de l'économie? Deuxièmement, combien de temps encore le ministre est-il disposé à attendre avant que le gouvernement n'intervienne directement?

**L'hon. Chas. L. Caccia (ministre du Travail):** Madame le Président, je partage les inquiétudes qu'a exprimées le député à l'égard des répercussions qu'a ce conflit de travail non seulement sur le revenu des familles des dockers, mais aussi sur celui des travailleurs des industries touchées, notamment celles qu'il a citées. J'ai adressé lundi un télex aux deux parties en cause en les priant de reprendre leurs négociations pour tâcher de résoudre par elle-même leur conflit. Je crois savoir qu'elles se rencontrent cet après-midi à Vancouver, et j'espère que leurs efforts déboucheront sur des résultats positifs permettant de mettre fin au conflit.